



Cabinet du maire
X20170248

Arrêté municipal portant réglementation de sortie des déchets sur le domaine public

Monsieur Laurent BROSSE, Maire de Conflans-Sainte-Honorine, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2212-2 relatif aux pouvoirs de police générale du Maire et l'article R2212-15,

Vu le Code de l'environnement, notamment le Titre IV du Livre V, et l'article L.541-44 qui permet aux agents de police judiciaire adjoints de rechercher et constater les infractions,

Vu le Code de la santé publique, notamment l'article L.1312-1, qui permet aux agents de surveillance de la voie publique de constater les contraventions aux dispositions des règlements sanitaires relatifs à la propreté des voies et espaces publics,

Vu le Code pénal, notamment les articles R.610-5, R.632-1, R.635-8 et R.644-2,

Vu le Code de procédure pénale et notamment l'article R15-33-29-3,

Vu la Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et les textes pris pour son application,

Vu la Loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite « Loi Grenelle 1 »,

Vu la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Loi Grenelle 2 »,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental en vigueur sur le département des Yvelines, en date du 19 novembre 1984,

Vu l'arrêté n°A2016_95 du 23 juin 2016 du Président de la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, relatif à la renonciation au transfert des pouvoirs de police administrative spéciale en matière de collecte des déchets et notamment aux attributions relatives à la réglementation de l'activité,

Vu l'arrêté municipal n°X20140427 portant réglementation de la collecte des déchets en date du 3 juin 2014,

Considérant qu'il est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement,

Considérant qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet, il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi qu'une déchetterie,



Considérant qu'il revient au Maire, en vertu des dispositions du Code général des collectivités territoriales, d'exercer le pouvoir de police dans le souci de préserver la propreté, l'hygiène et la salubrité publiques,

Considérant que, si la Commune de Conflans-Sainte-Honorine a délégué la compétence de la collecte et du traitement des déchets ménagers à la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise dont elle est membre, le Maire reste compétent en matière de police spéciale de déchets compte tenu de la renonciation aux pouvoirs de police spéciale du Président de la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise,

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre dans les domaines de sa compétence les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publiques en complétant et précisant au niveau communal les dispositions des lois et règlements en vigueur,

Considérant que la présence de déchets ménagers et/ou de containers en dehors des jours et horaires de collecte constitue une entrave à la circulation des piétons et des véhicules ainsi qu'à l'accès aux immeubles riverains des voies publiques,

Considérant qu'il appartient au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés, et de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques ainsi que de la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter de son entrée en vigueur, cet arrêté ABROGE l'arrêté n°X20140427 en date du 3 juin 2014.

ARTICLE 2 : La collecte des déchets ménagers est réalisée dans toutes les voies communales et départementales en agglomération et dans les voies privées ouvertes à la circulation publique.

Quatre collectes spécifiques sont organisées sur l'ensemble du territoire de la ville de Conflans :

- la collecte des ordures ménagères est effectuée une fois par semaine, pour les pavillons (exceptés ceux du Vieux Conflans) et deux fois par semaine pour les logements collectifs et commerces, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, y compris les jours fériés, selon quatre secteurs,
- la collecte des emballages ménagers et du verre est réalisée une fois par semaine, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, y compris les jours fériés, selon quatre secteurs,
- la collecte des encombrants a lieu une fois par mois, les 1^{er} et 3^{ème} mercredis du mois, y compris les jours fériés, selon deux secteurs,
- la collecte des déchets végétaux est effectuée deux fois par mois, les 2^{ème} et 4^{ème} mercredis du mois, y compris les jours fériés, sur l'ensemble de la Ville.

ARTICLE 3 : La circulation des véhicules de collecte sur l'ensemble des voies doit être exclusivement effectuée en marche avant.

ARTICLE 4 : Les riverains sont tenus de sortir les ordures ménagères à partir de 19 heures, la veille du jour de l'enlèvement et de rentrer les déchets ménagers non enlevés par la collecte et les conteneurs vidés avant 19 heures le jour de l'enlèvement.

ARTICLE 5 : Ne sont pas considérés comme des ordures ménagères et ne sont pas pris en charge par la collecte en porte à porte :

- les gravats, terre, déblais, résultant de travaux particuliers ou publics,
- les déchets industriels tels que : ferrailles, matériaux ferreux ou plastiques et commerciaux,
- les pièces détachées de voitures, produits de vidange, pneus, peintures ou solvants, batteries,
- les cendres, mâchefers d'usines ou tous les résidus provenant d'un commerce ou d'une industrie quelconque,
- les produits d'abattoirs,
- les cadavres d'animaux,
- les déchets, pansements, seringues et tous produits risquant la contamination venant de milieux médicaux, hospitaliers ou vétérinaires,
- tous déchets toxiques.

ARTICLE 6 : Les objets encombrants sont collectés une fois par mois selon deux secteurs les 1^{er} et 3^{ème} mercredis du mois, sous réserve que leur poids n'excède pas 60 kg et leurs dimensions 60 x 60 x 1,50 mètres. Les riverains sont tenus de sortir les objets encombrants à partir de 19 heures, la veille du jour de l'enlèvement et de rentrer les objets non enlevés le jour de l'enlèvement, avant 19 heures.

Ne sont pas acceptés comme encombrants :

- les ordures ménagères,
- les gravats et faïences,
- les déchets végétaux,
- les bouteilles de gaz,
- les déchets ménagers spéciaux (peintures, huiles usagées, batteries, autres produits toxiques),
- les produits explosifs et radioactifs,
- les résidus de fabrication industrielle,
- les éléments de voitures ou de camions, carrosseries, moteurs, pneumatiques,...
- les produits et matériaux contenant de l'amiante,...

ARTICLE 7 : Une déchetterie sise 2, rue des Beaux Champs, zone des Boutries, accueille les particuliers pour le dépôt des produits suivants :

- papiers-cartons,
- déchets végétaux,
- bois,
- ferrailles,
- gravats,
- tout venant-encombrants,
- déchets Dangereux des Ménages (DDM) (peinture, huiles usagées, batteries, cartouches d'imprimante, radiographies usagées, autres produits toxiques),
- déchets d'Équipement Électrique et Électronique (DEEE).

Ne sont pas acceptés dans cette déchetterie :

- les ordures ménagères,
- les cadavres d'animaux,
- les déchets anatomiques ou infectieux,
- les déchets hospitaliers et assimilés,
- les médicaments périmés,
- les bouteilles de gaz,
- les produits corrosifs et instables,
- les résidus de fabrication industrielle,
- les éléments de voitures ou de camions : carrosseries, moteurs, pneumatiques, ...
- les produits et matériaux contenant de l'amiante, ...

ARTICLE 8 : Tous dépôts sauvages des déchets, notamment ordures ménagères, encombrants, cartons, métaux, gravats, sont interdits sur l'ensemble des voies, espaces publics et privés de la commune. Le dépôt et la présentation sur la voie publique de déchets ménagers et assimilés ainsi que les encombrants doivent être effectués conformément aux jours, heures de collecte ou dans les bennes de la déchetterie prévues à cet effet.

Ces dépôts feront l'objet de la procédure d'élimination d'office aux frais du responsable prévue à l'article L541-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 : En dehors des jours et horaires de collecte, la présence de containers sur le domaine public dans lesquels sont déposés ou non des déchets est interdite.

ARTICLE 10 : Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de rapports ou de procès-verbaux de constatation et seront poursuivies conformément aux lois en vigueur. Tout contrevenant s'expose aux amendes prévues par le Code pénal, en vertu des articles R.632-1, R635-8 et R.644-2, allant de la 2^{ème} à la 5^{ème} classe selon la nature des contraventions, fixées comme suit :

- Dépôt ou abandon, de déchets, de matériaux ou d'objets de quelque nature qu'ils soient, hors des emplacements autorisés et/ou ne respectant pas les conditions fixées par l'autorité administrative compétente, notamment en matière de jours et d'horaires de collecte ou de tri des ordures (article R.632-1 du Code pénal),
- Dépôt ou abandon d'objet embarrassant la voie publique sans nécessité (article R.644-2 du Code pénal),
- Dépôt d'ordure ou d'objet transporté à l'aide d'un véhicule dans un lieu non autorisé (article R.635-8 du Code pénal).

ARTICLE 11 : La responsabilité du contrevenant est engagée selon l'article 1384 du Code civil si les dépôts sauvages, déchets ou décharge venaient causer des dommages à un tiers.

ARTICLE 12 : Voie et délai de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de son affichage et sa transmission au contrôle de légalité.

ARTICLE 13 : Monsieur le Commissaire de police, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de service de Police Municipale, responsable de la Police Municipale et des ASVP, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville.

Fait à Conflans-Sainte-Honorine, le 20 octobre 2017

Le Maire

Conseiller départemental des Yvelines



Laurent BROUSSE

Affiché le : **27 OCT. 2017**

Transmis au contrôle de légalité le : **27 OCT. 2017**